

On nous dit qu'il ne faut pas se désolidariser, rester soudé-e-s tous et toutes ensemble. Pourtant, il est clair, maintenant que la lutte a mis le débat sur le table, que les objectifs ne sont pas les mêmes.

Tant que le barrage menaçait, tant que la progression des travaux restait palpable, tant que la déforestation était en cours, tout le monde se retrouvait à y faire entrave. Cependant, la situation est désormais différente : le barrage ne se fait plus, les alternatives n'ont plus la qualité de chimères irréalisables. Encore que certaines menaces continuent de peser sur la vallée du Tescou : personne ne peut affirmer avec certitude que les travaux ne reprendront pas.

Or, vu la manière dont certain-e-s se comportent face à la situation, nous n'imaginons même pas l'ampleur des retournements de veste si l'abandon est confirmé : « bon les enfants, nous avons gagné, si on rentrait un peu à la maison, désormais ». Entre ceux pour qui l'estime personnelle acquise par la victoire suffit, et ceux qui voient déjà poindre une carrière politique, les professionnels de la lutte contre le barrage sauront affirmer que le combat est fini, gagné.

Le moment est venu de rappeler certains indices que nous ne voulions pas pointer à certains moments, de peur de diviser le mouvement alors que la déforestation avançait d'heure en heure. Pourtant, le fait d'établir une fracture entre des manières acceptables de poser la contestation, face à des attitudes qui seraient évidemment condamnables était le premier pas vers le coup de poignard dans le dos... Les destructions de bien inacceptables, les sous-entendus absurdes selon lesquels le Conseil Général nuirait au mouvement en dégradant lui-même ses bus...

Aujourd'hui les procès de nombreuses et nombreux zadistes se déroulent, et une polémique voit le jour : faut-il demander l'abrogation ou l'annulation des travaux ? Au mieux, la posture tactique de certain-e-s acteurs/trices de la lutte est déplacée quand, envisageant le cas où l'on gagne l'annulation, les avocats des inculpé-e-s pourraient faire valoir la légitimité de s'opposer au barrage. Au pire, des tractations entre des associations sur-subventionnées et le pouvoir...

Quid de nous ? Contre ce barrage et son monde, ce n'était que de la rhétorique ? Il nous semble clair que dès le départ, nous affirmions que le barrage était un levier pour attaquer le système capitaliste. Le combat ne s'arrête pas à l'abandon d'un projet de barrage. Au contraire la lutte nous habite, nous fait transiter d'une Zad à l'autre, en passant par les métropoles. Nous regrettons que désormais, la Zad soit petit à petit désertée par celles et ceux qui vantaient le mérite des occupants. Nous voulons creuser de multiples brèches dans ce monde asseptisé, non pas nous satisfaire d'une Forêt de Sivens sans barrage. Nous sommes une multitude d'individu-e-s, à agir dans le même sens, mais sans suer des mêmes pratiques. Nous nous refusons à jeter l'anathème sur une manière de fissurer la métropole sous peine qu'elle ne rentrerait pas dans un cadre légal ou moral, ou au contraire à la vanter exagérément pour la raison qu'elle serait bonne pour notre image. Nous sommes solidaires. Jusqu'au bout. Nous nous attendions également à ce que vous fassiez preuve de cette solidarité vis à vis de celles et ceux qui ne veulent pas s'accommoder du capitalisme : quand notre rage s'exprime, quand nos projets s'inscrivent dans la durée, nous n'acceptons pas d'être jugé-e-s. La condescendance est odieuse : le fait de relever la tête face à la répression policière vous semble-t-il incohérent ? Il est permis de ne pas y prendre part, mais condamner cette réaction vous place dans un rôle assez bâtarde : autrement dit, dans certains cas il faut passer outre les décisions légales pour améliorer la démocratie (un temps l'occupation de la Zone du Testet était une évidence pour toutes et tous), mais dans d'autres il faudrait être raisonnable et respecter le bras armé de l'État ?

Nous ne sommes pas des pantins qu'on utilise à certains moments où les écueils de la démocratie se font le plus sentir. Nous ne respectons pas la démocratie représentative, ni la République : vous le

saviez. Nous pouvons comprendre que la remise en question totale du capitalisme ne coule pas de source pour chacun-e, aussi nous ne vous avons pas jugé-e-s lorsque vous refusiez de suivre telle ou telle pratique. Nous réclamons en revanche le respect en public ; nous souhaiterions que vous ne vous désolidarisiez pas des actes ou décisions. Dire que ces derniers ne vous appartiennent pas, étant donné le mode de décision horizontal de la Zad, est toujours possible.

Nous aspirons à ce que crève la Métropole. Dans une certaine mesure, vous avez la capacité de nous protéger ou de nous exposer à toute la vindicte de l'État. Ne faites vos choix à la légère...

Que ce texte ne soit pas interprété pour ce qu'il n'est pas : nous ne souhaitons en aucun cas consommer les dissensions. Nous voulons que la lutte continue de se renforcer, que nous puissions compter les un-e-s sur les autres. Que nous puissions continuer enrichir nos points de vues grâce aux divers univers dont nous sommes issu-e-s.

Des gosses intraitables